

Des policiers français molestés en Guinée lors d'une expulsion

23.08.07

ARIS (Reuters) - Six policiers français ont été molestés le 16 août, à leur descente d'avion à Conakry, en Guinée, où ils escortaient deux sans-papiers, un incident qui suscite l'émotion des syndicats de police.

Les six fonctionnaires ont été légèrement blessés au dos et au visage, obtenant des incapacités de travail de trois à huit jours, a-t-on précisé de source policière.

Les deux Guinéens faisaient partie des sans-papiers interpellés le 1er août à Lille, où une soixantaine d'étrangers ont mené jusqu'à leur interpellation mardi une grève de la faim pour obtenir leur régularisation.

David Martinon, porte-parole de l'Elysée, a dénoncé les incidents de Conakry, assurant que Paris n'allait pas pour autant "arrêter de reconduire des étrangers en situation irrégulière."

"Ce n'est pas acceptable parce qu'en l'occurrence on est dans le cadre du droit, d'une décision de justice. Il n'y a pas de raison qu'on fasse obstacle à l'application de la loi française", a-t-il dit lors de son point de presse hebdomadaire.

A Conakry, un responsable de la police de l'aéroport a déclaré, sous couvert de l'anonymat, que l'incident faisait l'objet d'une enquête judiciaire.

"L'un des passagers affirme avoir été maltraité pendant le vol. Nous n'avons jamais été confrontés à ce genre de cas parce que normalement quand il y a résistance, la compagnie aérienne refuse de faire partir l'avion", a-t-il ajouté.

Paul Le Guennic, secrétaire national du syndicat UNSA Police, a souligné que des policiers guinéens faisaient partie des agresseurs de l'escorte française.

"En arrivant sur place, les deux hommes se sont rebellés et les six fonctionnaires qui les reconduisaient ont été pris à partie par les deux reconduits mais également par la population", a-t-il dit.

"REDOUBLER D'EFFORTS"

Il a ajouté que des membres des forces de l'ordre guinéennes étaient intervenus en faveur de leurs ressortissants. "Ils ont été jusqu'à tabasser les fonctionnaires de chez nous. Tout ça sous le regard d'un de leurs responsables", a-t-il ajouté.

Pour Saïd Bouamama, porte-parole du Comité des sans-papiers du Nord (CSP 59), l'incident de Conakry est "déplorable" mais pas surprenant.

"Il est déplorable que des policiers non-responsables des politiques scandaleuses du président de la République et du préfet du Nord soient molestés", a-t-il déclaré.

"Mais c'était aussi à prévoir dans la mesure où ce genre de politiques ne peut que faire naître l'impression que l'on les (les sans-papiers) traite comme des sous-hommes", a-t-il ajouté.

Selon Saïd Bouamama, ce type de réaction risque de se multiplier car "la colère est forte contre la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy en Algérie et en Guinée", pays d'où sont issus la majorité des sans-papiers lillois.

Le ministère français des Affaires étrangères a indiqué avoir reçu des autorités guinéennes l'engagement de "mettre sur pied, en liaison avec nos représentants, un dispositif d'accueil adéquat pour éviter à l'avenir le renouvellement de tels incidents".

Dans un rapport remis à sa hiérarchie et dont Reuters a obtenu copie, un brigadier français raconte avoir été insulté lors de cet incident à Conakry dans le bureau d'un commissaire par un policier guinéen en tenue.

"Devant cette grave situation, nous avons demandé une assistance policière pour nous embarquer pour un vol à destination de Casablanca. Quelques policiers en tenue nous prêtaient assistance jusqu'à l'avion", écrit-il.

Selon le rapport, une passagère a informé les policiers français que "certains passagers avaient avisé téléphoniquement Conakry pour qu'un comité d'accueil hostile soit présent sur place".

Le ministre de l'Immigration, Brice Hortefeux, a exhorté mardi les forces de l'ordre à "augmenter de façon significative le nombre d'interpellations d'étrangers en situation irrégulière."

Il a expliqué être "légèrement en dessous", de l'objectif 2007 de 25.000 reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière. "C'est pour cela qu'il faut redoubler d'efforts pour interpellier les personnes en situation irrégulière", a-t-il dit.

Les associations de défense des immigrés se mobilisent depuis le début de l'été contre la politique conduite par Brice Hortefeux et des syndicats d'Air France demandent à la compagnie de cesser d'apporter son concours aux autorités.

Les sans-papiers de Lille, dont 42 ont été interpellés mardi, se sont engagés dans un bras de fer avec le préfet du Nord Daniel Canépa s'est déclaré déterminé à dire "non au chantage, non à la manipulation et non au terrorisme intellectuel" et menace d'expulser tous les grévistes de la faim.